

OBJET DE CE GUIDE

Ce document est destiné à être utilisé par les personnes impliquées dans la formulation et la mise en œuvre des engagements de l'OGP, que ce soit par le biais de plans d'action ou du [défi Open Gov](#), qui souhaitent s'engager et tirer parti de l'expertise du CoST. Les détails des piliers du CoST, à savoir : le travail multipartite, la publication des données, des examens indépendants et l'audit social, tels qu'ils s'appliquent à la planification et à la mise en œuvre des infrastructures publiques, sont décrits dans des notes d'orientation distinctes.

Il existe de fortes synergies naturelles entre CoST et l'OGP. Fondamentalement, les deux visent à rendre les gouvernements plus transparents, responsables et réactifs aux besoins actuels et futurs des citoyens.

Préparée en consultation avec l'OGP, cette note d'orientation décrit comment l'approche de CoST en matière de transparence, intégrité de l'action publique et de la participation des citoyens s'aligne à des degrés divers avec chacun [des domaines politiques de l'OGP](#)¹. Elle sert à éclairer le processus d'examen des infrastructures publiques à travers le « prisme » de l'Open Government et à inclure tout ou partie des éléments de l'approche CoST dans les engagements de l'OGP, d'une manière qui peut être adaptée à tout contexte spécifique.

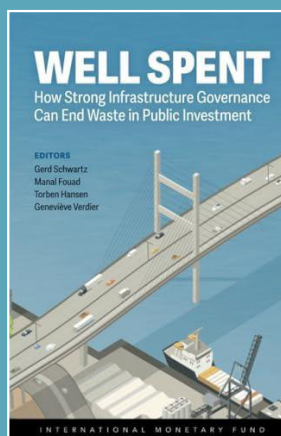


Aidan Eyakuze, directeur général de l'Open Government Partnership, et Mukhtar Ahmed Monrovia, commissaire à la planification et au budget de l'État de Kaduna

NOTE D'ORIENTATION

L'Initiative pour la transparence des infrastructures (CoST) et le Partenariat pour un gouvernement ouvert (OGP)

1. L'importance de la transparence et de l'intégrité en matière d'infrastructures



À l'échelle mondiale, les investissements dans les infrastructures représentent environ 20 % des dépenses publiques. Selon un important rapport du FMI publié en 2020, environ un tiers de ces dépenses sont gaspillées en raison d'une combinaison de mauvaise gestion, de dépassements de coûts, de retards, d'un mauvais entretien et de corruption. Compte tenu de l'importance des infrastructures pour le développement humain et du déficit de financement croissant qui y est associé, il est essentiel d'identifier les moyens de réduire ces inefficacités.

Ces inefficacités chroniques dans la planification et la mise en œuvre des infrastructures publiques ne se traduisent pas seulement par un gaspillage d'argent. Elles sont également associées à des lacunes en matière de qualité qui érodent la confiance entre les gouvernements et les citoyens en compromettant la pertinence des infrastructures par rapport aux besoins des utilisateurs, en augmentant les coûts d'entretien et en entraînant des risques pour la santé et la sécurité, en particulier dans les zones sujettes aux tremblements de terre.

En permettant aux parties prenantes informées de travailler ensemble pour améliorer les performances du secteur, une collaboration étroite entre l'OGP et CoST peut contribuer à améliorer l'efficacité et à remédier à ce déficit de confiance de manière très concrète.

¹ L'OGP compte neuf domaines politiques thématiques : lutte contre la corruption, espace civique, climat et environnement, gouvernance numérique, transparence budgétaire, inclusion, justice, participation publique et droit à l'information. Les domaines couverts par l'Open Government Challenge correspondent globalement à ceux-ci, auxquels s'ajoute la liberté des médias.

NOTE D'ORIENTATION

L'Initiative pour la transparence des infrastructures (CoST) et le Partenariat pour un gouvernement ouvert (OGP)

2. Collaboration entre l'OGP et CoST

Lancés respectivement en 2011 et 2012, l'OGP et CoST ont poursuivi des objectifs similaires à travers des approches différentes. Les détails présentés dans mettent en évidence les domaines de synergie.

Ils reflètent le fait que :

- **L'approche de l'OGP** repose sur les gouvernements et la société civile à co-crédier des réformes visant à rendre le gouvernement plus accessible, plus réactif et plus responsable envers les citoyens au niveau national ou sous-national ; tandis que
- **L'approche CoST** repose sur la collaboration entre les gouvernements, la société civile et le secteur privé afin d'améliorer les performances en matière de planification et de mise en œuvre des infrastructures publiques en les rendant plus transparentes et responsables. Qu'ils soient utilisés à l'échelle nationale, sous-nationale, ou mégaprojet, les outils et normes CoST peuvent être appliqués de manière flexible pour publier des données sur les projets d'infrastructure, les valider via un processus d'examen indépendant et promouvoir son utilisation par diverses parties prenantes, Mise en œuvre du pilier de la responsabilité sociale.



Clara Feng - Conseillère CoST pour l'Asie lors de la réunion régionale OGP Asie-Pacifique 2025

TABLEAU 1 : DOMAINES DE SYNERGIE ENTRE L'OGP ET COST

DOMAINE DE SYNERGIE	CONTRIBUTION DE L'OGP	CONTRIBUTION DE CoST
Participation des parties prenantes	Gouvernement et société civile.	Gouvernement, société civile et secteur privé.
Engagement politique	Engagement politique de haut niveau en faveur d'un gouvernement ouvert, avec des réformes concrètes dans les plans d'action de l'OGP et du Défi Open Gov.	Une expertise approfondie en matière de transparence des infrastructures (notamment en matière de durabilité et de financement climatique), de responsabilité et de participation, visant à renforcer la confiance et à l'amélioration des résultats socio-économiques.
Outils Clés	Normes de co-création Plans d'action et engagements Défi Open Gov	Les normes relatives aux données sur les infrastructures L'indice de transparence des infrastructures Processus d'examen indépendant Les outils Audit social
Renforcement des capacités	Apprentissage entre pairs, processus multipartites.	Formation et apprentissage entre les membres sur tous les aspects de l'approche CoST.
Participation publique	Chaque engagement en matière de réforme doit être élaboré conjointement avec la société civile.	La voix de la société civile dans la surveillance des membres.
Suivi et responsabilisation	Le mécanisme de rapport indépendant évalue chaque plan d'action au cours de son cycle, en examinant la co-création et en mesurant les progrès sur les engagements.	Supervision du MSG au niveau des membres. Suivi par le Secrétariat international.

LA COMPLÉMENTARITÉ ENTRE L'OGP ET LE COST PEUT ÊTRE RÉSUMÉE COMME SUIT :

- L'OGP se concentre sur la collaboration entre les gouvernements et la société civile pour parvenir à une gouvernance transparente, participative, inclusive et responsable.
- En collaborant étroitement avec le secteur privé et les organismes professionnels, CoST contribue à mettre en place un outil pratique et éprouvé pour mener à bien des réformes en faveur d'un gouvernement ouvert dans un secteur spécifique.

3. Intégrer les outils et les normes CoST dans les cadres d'action de l'OGP

Chaque engagement de l'OGP doit faire progresser la réforme dans un ou plusieurs domaines politiques définis par l'OGP, qu'il soit adopté dans le cadre du plan d'action national d'un membre ou en tant qu'engagement ambitieux et autonome dans le cadre du défi Open Gov. La mesure dans laquelle CoST peut contribuer à un engagement de l'OGP dans un domaine politique spécifique varie en fonction du contexte particulier, mais peut être globalement classée en trois niveaux d'impact potentiel (caractérisés par les couleurs or, argent et bronze) comme suit :



OR : CONTRIBUTION FORTE ET DIRECTE DU CoST

DOMAINE POLITIQUE DE L'OGP	CONTRIBUTION DU CoST
Lutte contre la corruption	Les infrastructures constituent un secteur à forte valeur ajoutée et à haut risque. En mettant en évidence les facteurs sous-jacents des risques de corruption et leurs symptômes, l'approche du CoST, fondée sur la collaboration et la transparence, réduit les possibilités de corruption tout en contribuant à améliorer la gouvernance du secteur dans son ensemble.
Participation publique	La participation publique est au cœur de l'approche du CoST, la société civile ayant une voix égale au sein d'un groupe multipartite qui supervise la mise en œuvre des outils et des normes au niveau national ou infranational. Le pilier de la responsabilité sociale encourage également l'utilisation des données publiées par la société ci-vile, les médias, les universités et d'autres parties prenantes.
Droit à l'information	CoST promeut directement le droit à l'information en exigeant la publication des données relatives aux projets d'infrastructure conformément aux normes en matière de données sur les infrastructures.

LES NORMES DE DONNÉES CoST PEUVENT ÊTRE RÉSUMÉES COMME SUIVANT :

- La norme relative aux données sur les infrastructures (IDS) fournit un cadre pour guider la publication des données sur les projets d'infrastructure tout au long de leur cycle de vie
- La norme Open Contracting for Infrastructure Data Standard (OC4IDS) s'appuie sur la norme CoST IDS et la norme Open Contracting Data Standard (OCDS) pour guider la publication des données relatives aux projets d'infrastructure et à leurs contrats dans un format ouvert.



ARGENT : CONTRIBUTION FORTE MAIS INDIRECTE DE CoST

DOMAINE POLITIQUE DE L'OGP	CONTRIBUTION DU CoST
Climat et environnement	Grâce à l'OC4IDS, CoST facilite et utilise déjà la transparence dans la planification et la réalisation de projets d'infrastructure. Il dispose d'outils permettant de contrôler dans quelle mesure les mesures liées à l'environnement sont évidentes.
Transparence budgétaire	CoST contribue à la transparence fiscale en encourageant la publication des données financières et relatives aux marchés publics concernant les investissements dans les infrastructures et en les analysant dans le cadre du processus d'examen indépendant, ce qui permet de créer de fortes synergies pour les réformes en matière de transparence fiscale (planification, exécution et contrôle budgétaires).
Gouvernance numérique	CoST soutient le développement et l'utilisation d'outils numériques, de plateformes de données ouvertes et de tableaux de bord analytiques associés qui utilisent des données ouvertes publiées.
Inclusion	Les processus participatifs de CoST favorisent l'inclusion et la promotion d'une prestation de services équitable.



BRONZE : CONTRIBUTION POTENTIELLE DU CoST

DOMAINE POLITIQUE DE L'OGP AREA	JUSTIFICATION
Espace civique	CoST contribue à renforcer l'espace civique en permettant à la société civile de participer à la surveillance des projets d'infrastructure et de plaider en faveur de la responsabilité. Les infrastructures pouvant avoir des implications majeures sur les moyens de subsistance, les terres, les établissements humains et l'environnement, il est essentiel que les citoyens s'engagent de manière significative et libre expression des citoyens sont essentiels.
Justice	La transparence de CoST peut contribuer à réduire les possibilités d'appropriation par les élites et à renforcer les mécanismes de responsabilité existants. L'approche collaborative de CoST visant à améliorer la gouvernance des infrastructures peut indirectement renforcer la confiance et l'état de droit.

NOTE D'ORIENTATION

L'Initiative pour la transparence des infrastructures (CoST) et le Partenariat pour un gouvernement ouvert (OGP)

AMÉLIORER L'INCLUSION SOCIALE ET ÉCONOMIQUE À SEKONDI-TAKORADI, AU GHANA

Membre de l'OGP Local depuis 2016, l'Assemblée métropolitaine de Sekondi-Takoradi (STMA) au Ghana est devenue en 2019 le premier gouvernement infranational à rejoindre le CoST, aux côtés de partenaires de la société civile et le secteur privé.

Le premier rapport d'examen indépendant commandé par CoST

La loi de 2016 sur les personnes handicapées (loi 715) n'était pas respectée par la plupart des autorités locales de la région occidentale du Ghana. Cela signifiait que les personnes handicapées ne pouvaient pas accéder à de nombreux bâtiments publics.

Les organisations de la société civile et les journalistes formés par le CoST Sekondi-Takoradi ont utilisé le rapport pour plaider avec succès en faveur de l'inclusion et du respect de la loi sur le handicap.

“ Rien n'avait été fait pour permettre aux personnes handicapées d'accéder aux bâtiments publics avant l'arrivée du CoST à Takoradi. ”

Richard Asare, président régional, Fédération ghanéenne des personnes handicapées (GFD)



équipe du Secrétariat CoST Sekondi Takoradi vérifiant les témoignages de changement dans le cadre du STMA Ghana

4. Utilisation des outils et des normes CoST dans les engagements OGP

Les scénarios suivants illustrent comment les outils et les normes CoST peuvent contribuer à renforcer la gouvernance des infrastructures dans divers contextes.

SCÉNARIO	OUTILS ET NORMES COST APPLICABLES
1. Les niveaux de corruption sont généralement élevés, la transparence est faible et les institutions de contrôle sont peu efficaces dans votre pays ou votre collectivité locale.	La publication structurée et normalisée d'informations et de données sur des projets concrets s'est avérée efficace pour identifier et atténuer les risques de corruption et améliorer la mise en œuvre des infrastructures. L'indice de transparence des infrastructures CoST est un autre outil utile pour faire progresser le programme de transparence.
2. Votre pays est touché par le changement climatique et votre gouvernement a obtenu des financements internationaux pour lutter contre le changement climatique. Cependant, on ne sait pas clairement comment ces investissements seront gérés, ni quels projets seront sélectionnés et prioritaires.	Les outils et normes CoST peuvent renforcer les engagements de l'OGP en matière de financement climatique. Les modules de l'OC4IDS sur la durabilité et le financement climatique sont particulièrement pertinents pour identifier les données pertinentes à publier et à surveiller.
3. Les institutions de contrôle sont généralement assez solides dans votre pays. Néanmoins, vous entendez souvent parler de grands projets d'infrastructure qui ont coûté beaucoup plus cher que prévu initialement et ont pris un retard considérable.	Le processus d'examen indépendant CoST peut aider à examiner et à valider les données publiées sur les projets d'infrastructure, aboutissant à un rapport qui répond aux besoins d'information de la plupart des parties prenantes et complète fortement le travail des institutions de contrôle et d'audit. Ce processus s'appuierait sur les connaissances et les points de vue du gouvernement, du secteur privé et de la société civile.
4. Un gouvernement local a annoncé une audience sur la nouveau projet de transport infrastructure. Certains aspects du plan sont préoccupants, et aucune participation significative.	Principes de co-création de l'OGP combinés avec les outils de l'audit social de CoST représentent des approches puissantes pour faciliter une planification significative des nouveaux transports dans ce type de projet.

5. Exemples d'engagements OGP impliquant CoST

L'OGP entretient une relation de longue date et croissante avec CoST. Cela est particulièrement visible au niveau infranational, où les engagements en faveur des pratiques de gouvernement ouvert tendent à s'exprimer à travers des initiatives sectorielles spécifiques. Le tableau ci-dessous présente quelques exemples concrets de liens entre l'OGP et CoST.



Table ronde de la réunion régionale de l'OGP Afrique et MENA sur la transparence financière et l'intégrité à Nairobi, au

RÉGION	EXEMPLES SÉLECTIONNÉS DE LIENS SPÉCIFIQUES ENTRE L'OGP ET CoST
Amérique latine	Guatemala : depuis 2014, l'OGP Guatemala a intégré des références à la CoST dans ses plans d'action successifs, en mettant particulièrement l'accent sur le renforcement de la transparence et de la responsabilité dans le domaine des infrastructures sociales. Panama : un engagement de l'OGP dans le plan d'action 2015-2017 a conduit à un mandat légal pour la publication de données sur les infrastructures conformément à la norme CoST et à la mise en place d'une plateforme d'information. Le mécanisme d'examen indépendant de l'OGP a estimé que cela avait un fort potentiel d'impact supplémentaire, et les engagements liés au CoST ont été repris dans les deux plans d'action suivants. Brésil : Dans le cadre d'un engagement pris au titre du défi « Open Gov Challenge » dans son plan d'action (2023-2027), le Brésil applique les principes de la passation de marchés ouverte aux projets d'infrastructure fédéraux. Le CoST soutient les engagements connexes, notamment la cartographie et l'évaluation des pratiques de transparence et de responsabilité au niveau fédéral, les systèmes de données ouvertes et les politiques d'infrastructure. Santiago de Cali, Colombie : un engagement de l'OGP dans le plan d'action 2023-25 est axé sur la transparence des travaux publics à Santiago de Cali. Comme décrit dans ce blog de l'OGP, les efforts de la ville à cet égard ont été renforcés en 2025 par son adhésion à CoST en tant que membre infranational. Cette initiative a pris de l'ampleur grâce à la participation de Cali au défi « Open State Challenge » en Colombie.
Afrique	État de Kaduna, Nigeria : Dans son troisième plan d'action OGP (2024-2025), l'État de Kaduna s'est engagé à mettre en œuvre l'OC4IDS, en suivant l'approche, les outils et les conseils du CoST. Malawi : le plan d'action OGP du Malawi (2025-2028) est soutenu par CoST Malawi grâce à l'amélioration des mesures de lutte contre la corruption et au renforcement de l'intégrité. Sekondi Takoradi, Ghana : Dans le cadre de son premier plan d'action OGP (2018-2020), la STMA a développé un portail de données ouvertes où les données ont été publiées à l'aide de l'OC4IDS. D'autres développements en partenariat avec CoST ont inclus un tableau de bord analytique des infrastructures et un outil de surveillance électronique des infrastructures.
Europe	Ukraine : L'un des engagements de l'OGP dans le plan d'action 2020-2022 comprenait un engagement spécifique avec CoST Ukraine. Cela a conduit à la soumission d'un engagement dans le cadre du défi Open Gov Challenge autour de la plateforme ukrainienne « Digital Restoration Ecosystem for Accountable Management » (DREAM), qui intègre l'OC4IDS. Écosse : L'un des engagements pris par l'OGP dans son plan d'action 2021-2025 comprenait un engagement fondamental en faveur de la transparence budgétaire et une référence explicite à l'adoption de normes en matière de données. CoST a été invité à rejoindre le groupe consultatif sur les engagements budgétaires lors de la phase de rédaction du plan d'action et a fourni des conseils et un soutien pour la formulation des sous-engagements et des indicateurs. CoST a ensuite été invité à rejoindre le groupe de supervision de la mise en œuvre du plan d'action et a continué à fournir des conseils et une assistance tout au long de sa mise en œuvre. Kosovo : Le plan d'action 2023-2025 de l'IRM du Kosovo a identifié un système de marchés publics entièrement ouvert comme un engagement prometteur. Si les modifications apportées à la loi sur les marchés publics visent à améliorer l'accès aux données, l'IRM a également recommandé de travailler avec CoST pour adopter la norme Open Contracting for Infrastructure Data Standard (OC4IDS), qui définit les meilleures pratiques en matière de données ouvertes et de divulgation dans le domaine des marchés publics d'infrastructures.

NOTE D'ORIENTATION

L'Initiative pour la transparence des infrastructures (CoST) et le Partenariat pour un gouvernement ouvert (OGP)

6. Conclusion

L'approche CoST a fait ses preuves et s'est révélée efficace pour mener à bien des réformes et avoir un impact dans divers environnements politiques et économiques. Elle est mise à la disposition des membres de l'OGP en tant qu'approche rentable pouvant être intégrée aux engagements de l'OGP afin de contribuer à la réalisation des ambitions de réforme nationales et infranationales.



Maria Prado, responsable de la recherche et conseillère politique de CoST chez Open America, reçoit le certificat OGP Challenge avec TI Brésil

- www.infrastructuretransparency.org
- cost@infrastructuretransparency.org
- CoST International
- @CoSTransparency
- Infrastructure Transparency Initiative (CoST)
- Infrastructure Transparency Initiative (CoST)

Pour plus d'informations sur le CoST, consultez :

Le site web du CoST : <https://infrastructuretransparency.org>. Disponible en français, en portugais, en espagnol et en anglais, il donne accès à une multitude d'informations complémentaires, informations et ressources, y compris des outils, des notes d'orientation et des manuels.



Responsables régionaux du CoST : les responsables régionaux du CoST pour l'Afrique, l'Asie et l'Amérique latine connaissent bien les synergies entre l'OGP et le CoST et sont bien placés pour donner des conseils sur la manière dont les plans d'action de l'OGP pourraient s'appuyer sur l'expérience et les outils du CoST. Ils peuvent également faciliter l'accès aux membres pertinents du CoST dans la région.

Secrétariat international du CoST : basé à Londres, le Secrétariat joue un rôle central dans la promotion de la mission du CoST visant à renforcer la transparence, l'intégrité de l'action publique et la participation des citoyens aux projets d'infrastructure à travers le monde. Ce soutien comprend l'assistance technique, la formation, le développement d'outils et de normes, la recherche et la promotion des politiques, ainsi que le suivi et l'évaluation.

CoST Afrique :
africa@infrastructuretransparency.org

CoST Amérique latine :
latinamerica@infrastructuretransparency.org

Secrétariat international du CoST :
cost@infrastructuretransparency.org

En collaboration avec le Partenariat pour un Gouvernement Ouvert



Evelyn Hernandez, responsable des membres, représente CoST lors du sommet mondial de l'OGP à Tallinn, en Estonie, en 2023